

## CONSEIL COMMUNAL

### Procès verbal de la séance du 26 novembre 2019

#### Composition de l'assemblée :

M. Gérard LAVAL, Conseiller, Président ;  
 M. Philippe DUBOIS, Bourgmestre ;  
 M. Damien WATHELET, Mme Emilie PIRNAY, M. Alain HUPPE, Echevins ;  
 Mme Annie LUYMOEYEN, M. Marc OLIVIER, Mme Agnès HERWATS-PARIS, M. Christian GIET, Mme Magali BEUGNIER, ~~Mme Marie-Laure HARDENNE-GEORGE~~, Mme Ludivine VAN HOLSAET, M. Pierre VELDEN, Mme Emmanuelle DUSSARD-LECOMTE, M. Dany CORNET.  
 Conseillers communaux ;  
 Mme Frédérique REMACLE, Présidente du CPAS ;  
 M. Joëlle LASSINE, Directrice générale f.f.

Avant d'entamer la séance, le Président, M. LAVAL, sollicite l'ajout d'un point en urgence : l'engagement d'une technicienne de surface dans un contrat CDD, jusqu'au 31-08-2020. A l'unanimité, le Conseil accepte ce point supplémentaire.

#### Questions du public au Collège

*Interpellation de Mme Francine REMACLE : Y a-t-il déjà une nouvelle attribution du logement à l'ancienne école d'Ocquier ?*

*Réponse de M. DUBOIS : Non, car nous souhaitons d'abord que l'éco-passeur fasse un chek-up du bâtiment. Ce n'est qu'après cette intervention et d'éventuels travaux que l'on pourra réfléchir à une nouvelle affectation.*

#### Séance publique:

##### **1. Rapport des synergies Commune/CPAS - Examen - Décision - Vote.**

Vu le rapport des synergies pour l'année 2019, présenté durant la réunion conjointe Commune/CPAS;  
**DECIDE à l'unanimité :**  
 - D'approuver le rapport présenté.

##### **2. Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal - Examen - Décision - Vote.**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment son article L1122-18, qui stipule que le Conseil communal adopte un règlement d'ordre intérieur;  
 Vu également les articles 26bis, par. 5, alinéa 2, et 34bis de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, relatifs aux réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale;  
 Considérant que, outre les dispositions que ledit code prescrit d'y consigner, ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du Conseil communal;  
 Sur proposition du Collège communal;  
 Après en avoir délibéré;  
**DECIDE par 11 oui, 2 non (Mmes Annie LUYMOEYEN et Agnès PARIS) et 1 abstention (M. Dany CORNET) :**  
 - d'adopter le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal comme suit :

#### **TITRE I – LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAL**

##### **Chapitre 1er – Le tableau de préséance.**

##### ***Section unique – L'établissement du tableau de préséance.***

**Article 1er** – Il est établi un tableau de préséance des conseillers communaux dès après l'installation du Conseil communal.

**Article 2** - Le tableau de préséance est réglé d'après l'ordre d'ancienneté des conseillers, à dater de leur première entrée en fonction, et, en cas d'ancienneté égale, d'après le nombre des votes obtenus lors de la dernière élection.

Seuls les services ininterrompus en qualité de conseiller titulaire sont pris en considération pour déterminer l'ancienneté de service, toute interruption entraînant la perte définitive de l'ancienneté acquise.

Les conseillers qui n'étaient pas membres du Conseil sortant figurent en bas de tableau, classés d'après le nombre de votes obtenus lors de la dernière élection.

**Article 3** - Par nombre de votes obtenus, on entend : le nombre de votes attribués individuellement à chaque candidat après dévolution aux candidats des votes de liste favorables à l'ordre de présentation de celle-ci, à laquelle il est procédé conformément aux articles L4145-11 à L4145-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

En cas de parité de votes obtenus par deux conseillers d'égale ancienneté de service, la préséance est réglée selon le rang qu'ils occupent sur la liste s'ils ont été élus sur la même liste, ou selon l'âge qu'ils ont au jour de l'élection s'ils ont été élus sur des listes différentes, la priorité étant alors réservée au conseiller le plus âgé.

Dans le cas où un suppléant vient à être installé à la même séance que les conseillers titulaires suite au désistement explicite d'un élu, il n'est tenu compte que de ses voix individuelles, conformément à l'article L4145-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Article 4** - L'ordre de préséance des conseillers communaux est sans incidence sur les places à occuper par les conseillers communaux pendant les séances du Conseil. Il n'a pas non plus d'incidence protocolaire.

## **Chapitre 2 – Les réunions du Conseil communal.**

### ***Section 1 - La fréquence des réunions du Conseil communal.***

**Article 5** - Le Conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le Conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 8 du présent règlement (en application de l'article L1122-12, alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation), pour permettre la convocation du Conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal en fonction.

### ***Section 2 - La compétence de décider que le Conseil communal se réunira.***

**Article 6** - Sans préjudice des articles 7 et 8, la compétence de décider que le Conseil communal se réunira tel jour, à telle heure, appartient au Collège communal.

**Article 7** - Lors d'une de ses réunions, le Conseil communal – si tous ses membres sont présents – peut décider à l'unanimité que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

**Article 8** - Sur la demande d'un tiers des membres du Conseil communal en fonction ou – en application de l'article 5, alinéa 2, du présent règlement et conformément à l'article L1122-12, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation – sur la demande du quart des membres du Conseil communal en fonction, le Collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Lorsque le nombre des membres du Conseil communal en fonction n'est pas un multiple de trois ou de quatre, il y a lieu, pour la détermination du tiers ou du quart, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois ou par quatre.

### ***Section 3 - La compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal.***

**Article 9** - Sans préjudice des articles 11 et 12, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal appartient au Collège communal.

**Article 10** - Chaque point à l'ordre du jour est indiqué avec suffisamment de clarté et est accompagné d'une note de synthèse explicative.

Chaque point de l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit être accompagné par un projet de délibération.

**Article 11**- Lorsque le Collège communal convoque le Conseil communal sur la demande d'un tiers ou d'un quart de ses membres en fonction, l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal comprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

**Article 12** - Tout membre du Conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil, étant entendu :

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du Conseil communal ;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le Conseil communal ;
- c) que, si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement ;
- d) qu'il est interdit à un membre du Collège communal de faire usage de cette faculté ;
- e) que l'auteur de la proposition présente son point lors de la réunion du Conseil communal.

En l'absence de l'auteur de la proposition pour présenter son point lors de la réunion du Conseil communal ou du non-respect d'une ou plusieurs de ces formalités décrites ci-avant, ledit point n'est pas examiné.

Par "cinq jours francs", il y a lieu d'entendre cinq jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la proposition étrangère à l'ordre du jour par le Bourgmestre ou par celui qui le remplace et celui de la réunion du Conseil communal ne sont pas compris dans le délai.

Le Bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal à ses membres. Suivant la nature, le point sera inscrit en séance publique ou au huis-clos.

***Section 4 - L'inscription, en séance publique ou en séance à huis clos, des points de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal.***

**Article 13** - Sans préjudice des articles 14 et 15, les réunions du Conseil communal sont publiques.

**Article 14** - Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le Conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la réunion du Conseil ne sera pas publique.

Lorsque le nombre des membres du Conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

**Article 15** - La réunion du Conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le Président prononce le huis clos.

**Article 16** - Lorsque la réunion du Conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents :

- Les membres du Conseil,
- Le Président du Conseil de l'action sociale et, le cas échéant, l'échevin désigné hors Conseil conformément à l'article L1123-8, par. 2, al. 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,
- Le Directeur général,
- Le cas échéant, toute personne dont la présence est requise en vertu d'une disposition légale ou réglementaire,
- Et, s'il y échoit, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle.

**Article 17** - Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

***Section 5 - Le délai entre la réception de la convocation par les membres du Conseil communal et sa réunion.***

**Article 18** - Sauf les cas d'urgence, la convocation du Conseil communal – laquelle indique, avec suffisamment de clarté, les points de l'ordre du jour – se fait par courrier électronique à l'adresse électronique personnelle de chaque conseiller communal au moins sept jours francs avant celui de la réunion. Elle contient l'ordre du jour, la note de synthèse et le procès-verbal de(s) la(les) séance(s) précédente(s).

Ce délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du Conseil communal, dont il est question à l'article L1122-17, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Par "sept jours francs" et par "deux jours francs", il y a lieu d'entendre respectivement, sept jours de vingt-quatre heures et deux jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la convocation par les membres du Conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Sans préjudice des articles 20 et 22, les documents visés au présent article peuvent être transmis par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier ou par voie électronique est techniquement impossible.

**Article 19** – Pour l'application de l'article 18 du présent règlement et de la convocation "à domicile", il y a lieu d'entendre ce qui suit : la convocation est portée au domicile des conseillers.

Par "domicile", il y a lieu d'entendre l'adresse d'inscription du conseiller au registre de population.

Chaque conseiller indiquera de manière précise la localisation de sa boîte aux lettres.

A défaut de la signature du conseiller en guise d'accusé de réception, le dépôt de la convocation dans la boîte aux lettres désignée, attesté par un agent communal, sera valable.

***Section 6 - La mise des dossiers à la disposition des membres du Conseil communal.***

**Article 20** - Sans préjudice de l'article 22, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal, toutes les pièces se rapportant à ce point – en ce compris le projet de délibération et la note de synthèse explicative visés à l'article 10 du présent règlement – sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du Conseil, et ce, dès l'envoi de l'ordre du jour. Durant les heures d'ouverture des bureaux, les membres du Conseil communal peuvent consulter ces pièces au secrétariat communal. Toutes les pièces se rapportant aux dossiers doivent être consultables.

Les membres du conseil communal recevront chacun un identifiant et un mot de passe qui leur permettront, au départ de leur ordinateur personnel, l'accès à la plate-forme « IMIO – gestion des assemblées ». Les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour et les annexes s'y rapportant seront consultables sur cette plate-forme et y seront déposées dans les formes et délais fixés par le CDLD.

**Article 21** - Le Directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui, ainsi que le Directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers dont il est question aux articles 20 du présent règlement les lundi, mardi et jeudi pour ce qui concerne la Directrice financière et du lundi au vendredi pour le Directeur général que ce soit durant les heures normales d'ouverture de bureaux ou en dehors de celles-ci ainsi que deux jours ouvrables avant la séance de 18h00 à 19h00 et ce, sur rendez-vous.

Les membres du Conseil communal désireux que pareilles informations leur soient fournies peuvent prendre rendez-vous avec le fonctionnaire communal concerné afin de déterminer à quel moment précis au cours de la période envisagée ils lui feront visite, et ce, afin d'éviter que plusieurs conseillers sollicitent en même temps des explications techniques sur des dossiers différents.

**Article 22**- Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le Conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le Collège communal remet à chaque membre du Conseil communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Par "sept jours francs", il y a lieu d'entendre sept jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes par les membres du Conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du Conseil communal, dans la forme prescrite, et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information, et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le Conseil communal délibère, le Collège communal commente le contenu du rapport. Pour les comptes, outre le rapport évoqué ici, est également jointe la liste des adjudicataires des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels le Conseil a choisi le mode de passation et a fixé les conditions, conformément à l'article L1312-1, alinéa 1er du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

### ***Section 7 - L'information à la presse et aux habitants.***

**Article 23**- Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du Conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale et dans toutes les valves communales, dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles L1122-13, L1122-23 et L1122-24, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, relatifs à la convocation du Conseil, ainsi que par un avis diffusé sur le site internet de la commune.

La presse et les habitants de la commune intéressés sont, à leur demande et dans un délai utile, informés de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal. Le délai utile ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation conformément à l'article L1122-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

A la demande des personnes intéressées, la transmission de l'ordre du jour peut s'effectuer gratuitement par voie électronique.

Les membres du Conseil s'abstiendront de développer les points à l'ordre du jour auprès des journalistes avant qu'ils n'aient été débattus.

### ***Section 8 - La compétence de Présider les réunions du Conseil communal.***

**Article 24**– Sans préjudice de la norme prévue à l'article L1122-15 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour la période antérieure à l'adoption du pacte de majorité par le Conseil

communal, la compétence de présider les réunions du Conseil communal appartient au Bourgmestre, à celui qui le remplace, ou le cas échéant, au Président d'assemblée tel que désigné en vertu de l'article L1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Lorsque le Bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation, il y a lieu :

- de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article L1123-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,
- et de faire application de cet article.

Lorsque le Président, désigné conformément à l'article L1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, n'est pas présent dans la salle de réunion un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation, il est remplacé par le Bourgmestre ou celui qui le remplace.

**Section 8bis – Quant à la présence du Directeur général.**

**Article 24bis** - Lorsque le Directeur général n'est pas présent dans la salle de réunion un quart d'heure avant l'heure fixée par la convocation, ou lorsqu'il doit quitter la séance parce qu'il se trouve en situation d'interdiction (CDLD, art. L1122-19), le Conseil communal désigne un Directeur général momentané parmi les conseillers communaux, pour le remplacer pendant la durée de son absence au cours de la séance.

**Section 9 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du Conseil communal.**

**Article 25**- La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du Conseil communal appartient au Président.

La compétence de clore les réunions du Conseil communal comporte celle de les suspendre.

**Article 26**- Le Président doit ouvrir les réunions du Conseil communal au plus tard un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation.

**Article 27**- Lorsque le Président a clos une réunion du Conseil communal,

- a) celui-ci ne peut plus délibérer valablement ;
- b) la réunion ne peut pas être rouverte.

**Section 10 - Le nombre de membres du Conseil communal devant être présents pour qu'il puisse délibérer valablement.**

**Article 28**- Sans préjudice de l'article L1122-17, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le Conseil communal ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Par "la majorité de ses membres en fonction", il y a lieu d'entendre :

- La moitié plus un demi du nombre des membres du Conseil communal en fonction, si ce nombre est impair ;
- La moitié plus un du nombre des membres du Conseil en fonction, si ce nombre est pair.

**Article 29**- Lorsque, après avoir ouvert la réunion du Conseil communal, le Président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente, il la clôt immédiatement.

De même, lorsque, au cours de la réunion du Conseil communal, le Président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est plus présente, il la clôt immédiatement.

**Section 11 - La police des réunions du Conseil communal.**

*Sous-section 1ère - Disposition générale*

**Article 30**- La police des réunions du Conseil communal appartient au Président.

*Sous-section 2 - La police des réunions du Conseil communal à l'égard du public*

**Article 31**- Le Président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le Président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze euros ou à un emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne lieu.

*Sous-section 3 - La police des réunions du Conseil communal à l'égard de ses membres*

**Article 32**- Le Président intervient :

- De façon préventive, en accordant la parole, en la retirant au membre du Conseil communal qui persiste à s'écarter du sujet, en mettant aux voix les points de l'ordre du jour ;
- De façon répressive, en retirant la parole au membre du Conseil qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, en suspendant la réunion ou en la levant. Sont notamment considérés comme troublant la sérénité de la réunion du Conseil communal, ses membres :

- qui prennent la parole sans que le Président la leur ait accordée,
- qui conservent la parole alors que le Président la leur a retirée,
- ou qui interrompent un autre membre du Conseil pendant qu'il a la parole.

Tout membre du Conseil communal qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le Président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.

Enfin, le Président pourra également exclure le membre du Conseil de la réunion si celui-ci excite au tumulte de quelque manière que ce soit.

**Article 33-** Plus précisément, en ce qui concerne l'intervention du Président de façon préventive, celui-ci, pour chaque point de l'ordre du jour :

- a) le commente ou invite à le commenter ;
- b) accorde la parole aux membres du Conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est fixé au Titre I, Chapitre 1er du présent règlement ;
- c) clôt la discussion ;
- d) circonscrit l'objet du vote et met aux voix, étant entendu que le vote porte d'abord sur les modifications proposées au texte initial.

Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le Conseil communal n'en décide autrement à la majorité des membres présents.

Les membres du Conseil communal ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point de l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

**Section 12 - La mise en discussion de points non-inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal.**

**Article 34-** Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger ou un préjudice pour la commune.

L'urgence est déclarée **en début de séance** par les deux tiers au moins des membres du Conseil communal présents ; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Lorsque le nombre des membres du Conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

**Section 13 - Le nombre de membres du Conseil communal devant voter en faveur de la proposition pour que celle-ci soit adoptée.**

*Sous-section 1ère - Les résolutions autres que les nominations et les présentations de candidats*

**Article 35-** Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages ; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Par "la majorité absolue des suffrages", il y a lieu d'entendre :

- La moitié plus un demi du nombre des votes, si ce nombre est impair ;
- La moitié plus un du nombre des votes, si ce nombre est pair.

Pour la détermination du nombre des votes, n'interviennent pas :

- Les abstentions,
- Et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls.

En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du Conseil communal qui l'a déposé.

*Sous-section 2 - Les nominations et les présentations de candidats*

**Article 36-** En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le Président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

**Section 14 - Vote public ou scrutin secret.**

*Sous-section 1ère – Le principe*

**Article 37-** Sans préjudice de l'article 38, le vote est public.

**Article 38-** Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret.

*Sous-section 2 - Le vote public*

**Article 39-** Lorsque le vote est public, les membres du Conseil communal votent à haute voix et assis.

Le vote public se fait selon l'ordre de préséance en terminant par le Président.

**Article 40-** Après chaque vote public, le Président proclame le résultat de celui-ci.

**Article 41-** Lorsque le vote est public, le procès-verbal de la réunion du Conseil communal indique le nombre total de votes en faveur de la proposition, le nombre et le nom des membres du Conseil qui ont voté contre celle-ci, ou qui se sont abstenus.

*Sous-section 3 - Le scrutin secret*

**Article 42-** En cas de scrutin secret :

- a) le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés de façon telle que pour voter, les membres du Conseil communal n'aient plus, sauf s'ils ont décidé de s'abstenir, qu'à noircir un cercle ou à tracer une croix sur un cercle sous "oui" ou qu'à noircir un ou plusieurs cercles ou à tracer une croix sur un ou plusieurs cercles sous "non" ;
- b) l'abstention se manifeste par le dépôt d'un bulletin de vote blanc, c'est-à-dire d'un bulletin de vote sur lequel le membre du Conseil communal n'a noirci aucun cercle ou n'a tracé une croix sur aucun cercle ;
- c) tout vote non conforme aux points a) et b) est nul.

**Article 43-** En cas de scrutin secret :

- a) pour le vote et pour le dépouillement, le bureau est composé du Président et des deux membres du Conseil communal les plus jeunes ;
- b) avant qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote déposés sont comptés ; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du Conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de vote sont annulés et les membres du Conseil sont invités à voter une nouvelle fois ;
- c) tout membre du Conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

**Article 44-** Après chaque scrutin secret, le Président proclame le résultat de celui-ci.

***Section 15 - Le contenu du procès-verbal des réunions du Conseil communal.***

**Article 45-** Le procès-verbal des réunions du Conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique, tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le Conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.

Le procès-verbal contient donc :

- le texte complet, y compris leur motivation, de toutes les décisions intervenues ;
- la suite réservée à tous les points de l'ordre du jour n'ayant pas fait l'objet d'une décision ;
- la constatation que toutes les formalités légales ont été accomplies : nombre de présents, vote en séance publique ou à huis clos, vote au scrutin secret, résultat du vote avec, le cas échéant, les mentions prévues à l'article 42 du présent règlement.

Le procès-verbal contient également la transcription des interpellations des habitants, telles que déposées conformément aux articles 66 et suivants du présent règlement, ainsi que la réponse du Collège et la réplique.

Il contient également la transcription des questions posées par les Conseillers communaux conformément aux articles 75 et suivants du présent règlement.

**Article 46-** Les commentaires préalables ou postérieurs aux décisions, ainsi que toute forme de commentaires extérieurs aux décisions ne seront consignés dans le procès-verbal que sur demande expresse du conseiller qui a émis la considération et qui la dépose en séance *sur support écrit de maximum 20 lignes*, et moyennant acceptation du Conseil à la majorité absolue des suffrages, telle que définie à l'article 35 du présent règlement.

***Section 16 - L'approbation du procès-verbal des réunions du Conseil communal.***

**Article 47-** Il n'est pas donné lecture, à l'ouverture des réunions du Conseil communal, du procès-verbal de la réunion précédente.

L'article 20 du présent règlement, relatif à la mise des dossiers à la disposition des conseillers, est applicable au procès-verbal des réunions du Conseil communal.

**Article 48-** Tout membre du Conseil communal a le droit, pendant la réunion, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente. Si ces observations sont adoptées, le Directeur général est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du Conseil.

Si la réunion s'écoule sans observations, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le Bourgmestre ou celui qui le remplace et le Directeur général.

Chaque fois que le Conseil communal le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du Conseil présents.

Sans préjudice de l'article L1122-29, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le procès-verbal du Conseil communal relatif aux points en séance publique, une fois approuvé, est publié sur le site internet de la Commune.

**Chapitre 3 - Les commissions dont il est question à l'article L1122-34, par. 1er, alinéa 1er, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.**

**Article 49-** Il est créé 5 commissions, composée chacune de 5 membres du Conseil communal selon le principe de la pondération (cfr les règles applicables pour la répartition des sièges des CPAS), ayant pour mission de préparer les discussions lors de ses réunions ; les matières dont elles connaissent se répartissent comme suit :

- La première commission a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat des travaux et de l'énergie;
- La deuxième a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat des finances, de l'urbanisme et de l'agriculture;
- La troisième a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat de l'environnement, de la mobilité, du tourisme et des sports;
- La quatrième a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat de l'enseignement, de la jeunesse, des aînés et de la culture.

**Article 50-** Les commissions dont il est question à l'article 49 sont présidées, chacune, par le membre du Collège ayant cette matière dans ses attributions ; celui-ci et les autres membres desdites commissions sont nommés par leur groupe respectif en fonction de leurs affinités par rapport au thème, étant entendu que, commission par commission, les mandats de membres de celle-ci sont répartis de par la méthode de pondération entre les groupes qui composent le Conseil communal. Le secrétariat des commissions dont il est question à l'article 49 est assuré par le Directeur général ou par le ou les fonctionnaires communaux désignés par lui.

**Article 51-** Les commissions dont il est question à l'article 49 se réunissent, sur convocation de leur Président, toutes les fois que, par l'intermédiaire de celui-ci, une proposition leur est soumise, pour avis, par le Collège ou par le Conseil communal conformément à l'article 8.

**Article 52-** La convocation des commissions dont il est question à l'article 50 est adressée dans un délai minimum de cinq jours ouvrables par écrit ou par voie électronique.

**Article 53-** Les commissions dont il est question à l'article 49 formulent leur avis, quel que soit le nombre de leurs membres présents, à la majorité absolue des suffrages.

**Article 54-** Les réunions des commissions dont il est question à l'article 49 ne sont pas publiques, cela signifiant que, sans préjudice de l'article L1122-34, par. 1er, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, seuls peuvent être présents :

- Les membres de la commission,
- Le Directeur général ou le/les fonctionnaire(s) désigné(s) par lui,
- S'il y échoit, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle,
- Tout conseiller communal non membre d'une commission, même sans y avoir été convoqué.

#### **Chapitre 4 – Les réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale.**

**Article 55-** Conformément à l'article 26bis, par. 5, alinéa 2 et 3, de la loi organique des CPAS, il sera tenu une réunion conjointe annuelle et publique du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale.

La date et l'ordre du jour de cette réunion sont fixés par le Collège communal.

Cette réunion a pour objet obligatoire la présentation du rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la Commune et le Centre public d'Action sociale, ainsi que les économies d'échelle et les suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du Centre public d'Action sociale et de la Commune.

Ce rapport est établi par le comité de concertation.

**Article 56-** Outre l'obligation énoncée à l'article précédent, le Conseil communal et le Conseil de l'Action sociale ont la faculté de tenir des réunions conjointes.

Chacun des deux conseils peut, par un vote, provoquer la réunion conjointe. Le Collège communal dispose également de la compétence pour convoquer la réunion conjointe, de même qu'il fixe la date et l'ordre du jour de la séance.

**Article 57-** Les réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale ont lieu dans la salle du Conseil communal ou dans tout autre lieu approprié fixé par le Collège communal et renseigné dans la convocation.

**Article 58-** Les convocations aux réunions conjointes sont signées par le Bourgmestre, le Président du Conseil de l'action sociale, les Directeurs généraux de la commune et du CPAS.

**Article 59-** Les réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action ne donnent lieu à aucun vote. Aucun quorum n'est requis.

La présidence et la police de l'assemblée appartiennent au Président du Conseil communal désigné conformément à l'article L1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil communal, il est remplacé par le Bourgmestre, ou par défaut par le Président du Conseil de l'action sociale.



**Article 60**– Le secrétariat des réunions conjointes est assuré par le Directeur général de la commune ou un agent désigné par lui à cet effet.

**Article 61**– Une synthèse de la réunion conjointe est établie par l'agent visé à l'article 62 du présent règlement, et transmis au Collège communal et au Président du Conseil de l'action sociale dans les 30 jours de la réunion visée ci-dessus, à charge pour le Collège et le Président du Conseil de l'action sociale d'en donner connaissance au Conseil communal et au Conseil de l'action sociale lors de leur plus prochaine séance respective.

### **Chapitre 5 - La perte des mandats dérivés dans le chef du conseiller communal démissionnaire / exclu de son groupe politique.**

**Article 62**- Conformément à l'article L1123-1, par. 1er, alinéa 1, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.

**Article 63**- Conformément à l'article L1123-1, par. 1er, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Article 64**- Conformément à l'article L1123-1, par. 1er, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le conseiller qui, en cours de législature, est exclu de son groupe politique, est démis de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

### **Chapitre 6 – Le droit d'interpellation des habitants.**

**Article 65**- Tout habitant de la commune dispose, aux conditions fixées dans le présent chapitre, d'un droit d'interpeller directement le Collège communal en séance publique du Conseil communal.

Par '*habitant de la commune*', il faut entendre :

- Toute personne physique de 18 ans accomplis inscrite au registre de la population de la commune depuis 6 mois au moins ;
- Toute personne morale dont le siège social ou d'exploitation est localisé sur le territoire de la commune et qui est représentée par une personne physique de 18 ans accomplis.

Les interpellations peuvent être orales en séance ou être adressée préalablement par écrit au Collège communal.

Les conseillers communaux ne bénéficient pas dudit droit.

**Article 66**- Pour être recevable, l'interpellation remplit les conditions suivantes :

1. Etre introduite par une seule personne ;
2. Etre formulée sous forme de question et ne pas conduire à une intervention orale de plus de dix minutes ;
3. Porter :
  - a. sur un objet relevant de la compétence de décision du Collège ou du Conseil communal ;
  - b. sur un objet relevant de la compétence d'avis du Collège ou du Conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal ;
4. Etre à portée générale ;
5. Ne pas être contraire aux libertés et aux droits fondamentaux ;
6. Ne pas porter sur une question de personne ;
7. Ne pas constituer des demandes d'ordre statistique ;
8. Ne pas constituer des demandes de documentation ;
9. Ne pas avoir pour unique objet de recueillir des consultations d'ordre juridique ;
10. Indiquer l'identité et l'adresse du demandeur ;
11. Afin d'être transcrite dans le PV de la séance, être libellée de manière à indiquer clairement la question posée, et préciser les considérations que le demandeur se propose de développer.

**Article 67**- Le Collège communal décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée en séance du Conseil communal. Le Collège se réserve le droit de répondre lors d'une prochaine séance.

**Article 68** - Les interpellations se déroulent comme suit :

- Elles ont lieu en début de séance publique du Conseil communal ;
- Elles sont entendues dans l'ordre de leur réception chronologique par le Bourgmestre ;
- L'interpellant expose sa question à l'invitation du Président de séance dans le respect des règles organisant la prise de parole au sein de l'assemblée, il dispose pour ce faire de 10 minutes maximum ;
- Le Collège répond aux interpellations en 10 minutes maximum ;
- L'interpellant dispose de 2 minutes pour répliquer à la réponse, avant la clôture définitive du point ;
- Il n'y a pas de débat ; de même l'interpellation ne fait l'objet d'aucun vote en séance du Conseil communal ;

- L'interpellation est transcrite dans le procès-verbal de la séance du Conseil communal, lequel est publié sur le site internet de la commune.

**Article 69-** Il ne peut être développé plus de 3 interpellations.

**Article 70-** Un même habitant ne peut faire usage de son droit d'interpellation que trois fois au cours d'une période de douze mois sur le même sujet.

## **TITRE II – LES RELATIONS ENTRE LES AUTORITES COMMUNALES ET L'ADMINISTRATION – DEONTOLOGIE, ETHIQUE ET DROITS DES CONSEILLERS.**

### **Chapitre 1er – Les relations entre les autorités communales et l'administration locale.**

**Article 71 -** Sans préjudice des articles L1124-1, L1124-3 et L1124-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'article 74 du présent règlement, le Conseil communal, le Collège communal, le Bourgmestre et le Directeur général collaborent selon les modalités qu'ils auront établies, notamment quant à l'organisation et le fonctionnement des services communaux et la manière de coordonner la préparation et l'exécution par ceux-ci des décisions du Conseil communal, du Collège communal et du Bourgmestre.

### **Chapitre 2 – Les règles de déontologie et d'éthique des conseillers communaux.**

**Article 72–** Conformément à l'article L1122-18 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les conseillers communaux s'engagent à :

1. Exercer leur mandat avec probité et loyauté ;
2. Refuser tout cadeau, faveur, invitation ou avantage en tant que représentant de l'institution locale, qui pourrait influencer sur l'impartialité avec laquelle ils exercent leurs fonctions ;
3. Spécifier s'ils agissent en leur nom personnel ou au nom de l'institution locale qu'ils représentent, notamment lors de l'envoi de courrier à la population locale ;
4. Assumer pleinement (c'est-à-dire avec motivation, disponibilité et rigueur) leur mandat et leurs mandats dérivés ;
5. Rendre compte régulièrement de la manière dont ils exercent leurs mandats dérivés ;
6. Participer avec assiduité aux réunions des instances de l'institution locale, ainsi qu'aux réunions auxquelles ils sont tenus de participer en raison de leur mandat au sein de ladite institution locale ;
7. Prévenir les conflits d'intérêts et exercer leur mandat et leurs mandats dérivés dans le but exclusif de servir l'intérêt général ;
8. Déclarer tout intérêt personnel dans les dossiers faisant l'objet d'un examen par l'institution locale et, le cas échéant, s'abstenir de participer aux débats (on entend par "intérêt personnel" tout intérêt qui affecte exclusivement le patrimoine du mandataire ou de ses parents et alliés jusqu'au deuxième degré) ;
9. Refuser tout favoritisme (en tant que tendance à accorder des faveurs injustes ou illégales) ou népotisme ;
10. Adopter une démarche proactive, aux niveaux tant individuel que collectif, dans l'optique d'une bonne gouvernance ;
11. Rechercher l'information nécessaire au bon exercice de leur mandat et participer activement aux échanges d'expériences et formations proposées aux mandataires des institutions locales, et ce, tout au long de leur mandat ;
12. Encourager toute mesure qui favorise la performance de la gestion, la lisibilité des décisions prises et de l'action publique, la culture de l'évaluation permanente ainsi que la motivation du personnel de l'institution locale ;
13. Encourager et développer toute mesure qui favorise la transparence de leurs fonctions ainsi que de l'exercice et du fonctionnement des services de l'institution locale ;
14. Veiller à ce que tout recrutement, nomination et promotion s'effectuent sur base des principes du mérite et de la reconnaissance des compétences professionnelles et sur base des besoins réels des services de l'institution locale ;
15. Etre à l'écoute des citoyens et respecter, dans leur relation avec ceux-ci, les rôles et missions de chacun ainsi que les procédures légales ;
16. S'abstenir de diffuser des informations de type propagande ou publicitaire qui nuisent à l'objectivité de l'information ainsi que des informations dont ils savent ou ont des raisons de croire qu'elles sont fausses ou trompeuses ;
17. S'abstenir de profiter de leur position afin d'obtenir des informations et décisions à des fins étrangères à leur fonction et ne pas divulguer toute information confidentielle concernant la vie privée d'autres personnes ;
18. Respecter les principes fondamentaux tenant à la dignité humaine.

### **Chapitre 3 – Les droits des conseillers communaux.**

**Section 1 - Le droit, pour les membres du Conseil communal, de poser des questions écrites et orales d'actualité au Collège communal.**

**Article 73-** Les membres du Conseil communal ont le droit de poser des questions écrites et orales d'actualité au Collège communal sur les matières qui relèvent de la compétence :

1° de décision du Collège ou du Conseil communal ;

2° d'avis du Collège ou du Conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal ou supra-communal dans lequel la commune dispose de mandats dérivés.

**Article 74-** Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le Bourgmestre ou par celui qui le remplace.

**Article 75-** Par. 1er - Lors de chaque réunion du Conseil communal, une fois terminé l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique, le Président accorde la parole aux membres du Conseil qui la demandent afin de poser des questions orales d'actualité au Collège communal, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est établi au Titre Ier, Chapitre 1er, du présent règlement.

Il est répondu aux questions orales :

- Soit séance tenante ;
- Soit lors de la prochaine réunion du Conseil communal, avant que le Président n'accorde la parole afin que, le cas échéant, de nouvelles questions orales d'actualité ne soient posées.

Par. 2 – Les questions discutées en séance sont notamment régies par les modalités suivantes:

- Le conseiller dispose d'un maximum de 10 minutes pour développer sa question ;
- Le Collège répond à la question en 10 minutes maximum ;
- Le conseiller dispose de 2 minutes pour répliquer à la réponse ;
- Les questions sont examinées en séance publique ou à huis clos, selon les règles ordinaires inscrites aux articles L1122-20 à L1122-22 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Les questions des conseillers communaux sont transcrites à leur demande dans le procès-verbal de la séance du Conseil communal, conformément à l'article 46 du présent règlement, et ce pour celles déposées par écrit ou par support électronique, en séance ; elles comporteront 20 lignes maximum. Les réponses à ces questions sont données soit séance tenante et transcrites dans le PV, soit apportées lors de la prochaine séance du Conseil.

**Section 2 - Le droit, pour les membres du Conseil communal, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la commune.**

**Article 76-** Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la Commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du Conseil communal hormis les documents reprenant des données à caractère personnel (RGPD) Les dossiers à l'instruction, et les pièces s'y rapportant, ne pourront être présentés que sur demande et acceptation au Collège.

Dans le cas où des photocopies de dossiers prévus à l'analyse du Conseil communal doivent être obtenues, il est vivement demandé aux conseillers de ne pas se rendre à l'Administration pendant les heures d'ouverture de bureaux destinées au public, afin de ne pas perturber le service à la population pour lequel la photocopieuse doit pouvoir rester disponible.

**Article 77-** Les membres du Conseil communal ont le droit d'obtenir copie des actes et pièces dont il est question à l'article 76.

**Section 3 - Le droit, pour les membres du Conseil communal, de visiter les établissements et services communaux.**

**Article 78 -** Les membres du Conseil communal ont le droit de visiter les établissements et les services communaux, accompagnés d'un membre du Collège communal.

Afin de permettre au Collège communal de désigner un de ses membres et, à celui-ci, de se libérer, les membres du Conseil communal informent le Collège, au moins 5 jours à l'avance, par écrit, des jours et heures auxquels ils demandent à visiter l'établissement ou le service.

**Article 79-** Durant leur visite, les membres du Conseil communal sont tenus de se comporter d'une manière passive.

**Section 4 – Le droit des membres du Conseil communal envers les asbl à prépondérance communale.**

**Article 80–** Les conseillers communaux peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des asbl au sein desquelles la commune détient une position prépondérante, au sens de l'article L1234-2, par. 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et visiter leurs bâtiments et services.

Les modalités de ce droit de visite et de consultation sont fixées dans le cadre du contrat de gestion à conclure entre la commune et l'asbl concernée.

**Article 81**– Tout conseiller qui a exercé les droits prévus à l'article précédent peut adresser un rapport écrit au Conseil communal. Ce rapport écrit doit être daté, signé et remis au Bourgmestre qui en envoie copie à tous les membres du Conseil.

**Section 5 - Les jetons de présence.**

**Article 82**– Par. 1er - Les membres du Conseil communal – à l'exception du Bourgmestre et des échevins, conformément à l'article L1123-15, par. 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation - perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil communal, et aux réunions des commissions.

Par. 2. – Par dérogation au 1er, le Président d'assemblée visé à l'article 24 du présent règlement d'ordre intérieur et désigné conformément à l'article L1122-34, par 3 et par. 4, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation perçoit un double jeton de présence par séance du Conseil communal qu'il préside. Il ne reçoit aucun autre avantage ou rétribution.

**Article 83**- Le montant brut du jeton de présence est fixé comme suit à partir du 1er janvier 2019 :

- 47,00 € indexé par séance du Conseil communal ;
- 37,18 € indexé par séance de commission visée à l'article 50 du présent règlement.

*Ces montants sont indexés conformément à l'index salarial secteur public en vigueur depuis janvier 2018 (170,69) et suivent logiquement l'indexation annuelle des salaires.*

**Chapitre 4 – le bulletin communal**

**Article 84**– Le bulletin communal paraît 4 fois par an.

**Article 85**– Les modalités et conditions d'accès du bulletin aux groupes politiques démocratiques sont les suivantes :

- les groupes politiques démocratiques ont accès à chaque bulletin communal;
- les groupes politiques démocratiques disposent d'un égal espace d'expression et du même traitement graphique. Chaque groupe peut transmettre son texte sous format exploitable limité à 20 lignes.
- le Collège communal informe chaque groupe politique démocratique de la date de parution du bulletin communal concerné, ainsi que de la date limite pour la réception des articles. L'absence d'envoi d'article avant cette date limite équivaut à une renonciation de l'espace réservé pour le n° concerné ;
- l'insertion des articles est gratuite pour les groupes politiques concernés ;
- ces textes/articles :
  - ne peuvent en aucun cas interpeller ou invectiver nominativement qui que ce soit;
  - ne peuvent en aucun cas porter atteinte au personnel ni aux services communaux;
  - doivent respecter les réglementations en vigueur, notamment en matière de droit au respect des personnes, de droit au respect de la vie privée, en matière de droit d'auteur et de propriété intellectuelle, de protection des données personnelles;
  - porteront la seule référence du groupe concerné.

Les textes des groupes politiques démocratiques qui ne respectent pas les dispositions du présent article ne sont pas publiés, sur décision du Collège communal.

*Le groupe "Ensemble" souhaite que les Conseils communaux soient filmés et diffusés en direct. Cette proposition devra être analysée en Commission avant débats en séance du Conseil.*

*Concernant l'article 76, Mmes Luymoeyen et Paris déclarent ne pas toujours être libres pour venir en dehors des heures d'ouverture au public. Elles trouvent que le temps de consultation devient trop restreint. Elles regrettent également la façon dont est formulé cet article. C'est pour ces raisons qu'elles ont voté contre l'adoption de ce ROI.*

**3. Vérification de l'encaisse de la Directrice financière - Communication.**

**Prend connaissance** de la vérification d'encaisse de la Directrice financière dressée le 30 septembre 2019.

**4. Dotation à la Zone de police - Budget 2020 - Examen - Décision - Vote.**

Vu le montant de la dotation sollicitée par la Zone de Police pour la commune de CLAVIER, soit 295.959,34 €;

**DECIDE à l'unanimité :**

- de porter au budget 2020 de l'article "Dotation à la Police Fédérale" le montant de 295.959,34 €;
- de transmettre la présente au Gouvernement provincial, à la Directrice financière et au Receveur de la Zone de Police.

**5. Libération des subsides communaux 2019 - Examen - Décision - Vote.**

Vu les critères de répartition des subsides 2019 aux diverses associations fixés à la réunion du groupe de travail du 14 novembre 2019 ;

Vu les montants repris au budget ;

**DECIDE à l'unanimité :**

- de répartir les subsides comme suit :

Les subsides 2019 aux comités scolaires (art. 72201/33202: 2.500,00 €)

pour l'aide aux excursions, aux projets divers, au matériel, etc... : 6,66 € par élève.

Ecoles communales:

Clavier	93 x 6,66 € = 619,38 €
Bois-et-Borsu :	105 x 6,66 € = 699,30 €
Ocquier :	32 x 6,66 € = 213,12 €

Ecoles libres:

Ochain :	122 x 6,66 € = 812,52 €
Ocquier :	23 x 6,66 € = 153,18 €

375 élèves x 6,66 €, soit un montant total de 2.497,50 €.

Les subsides 2019 pour la Saint-Nicolas (art. 722/33202 : 2.000,00 €)

Ceux-ci sont envoyés aux Comités scolaires ou aux Comités de parents en fonction du nombre d'enfants en maternelle et en primaire dans les écoles : 5,33 € par élève.

Ecoles communales:

Clavier-Les Avins	93 x 5,33 € = 495,69 €
Bois-et-Borsu :	105 x 5,33 € = 559,65 €
Ocquier :	32 x 5,33 € = 170,56 €

Ecoles libres:

Ochain :	122 x 5,33 € = 650,26 €
Ocquier :	23 x 5,33 € = 122,59 €

375 élèves x 5,33 €, soit un montant total de 1.998,75 €.

Les subsides 2019 aux associations sportives (art. 764/33203 : 5.750,00 €).

Un montant forfaitaire de 200,00 € par club reconnu, soit 6 x 200,00 € = 1.200,00 €.

Un montant forfaitaire de 10,00 € / enfant de moins de 16 ans affilié au club à la date du 01 septembre 2019. Une liste certifiée a été transmise à l'Administration communale.

- RA Clavinoise SC : 200 €+ (212 x 10,00 €) = 2.320,00 €
- TTC Clavier : 200 € + (3 x 10,00 €) = 230,00 €
- Essor Ocquiérois : 200 €+ (170 x 10,00 €) = 1.900,00 €
- Gymnastique Clavier : 200 € + (23 x 10,00 €) = 430,00 €
- CS Ocquier : 200 €+ (0 x 10,00 €) = 200 €
- TC Ocquier : 200 € + (0 x 10,00 €) = 200,00 €
- Subside AES : 250,00 € (déjà libéré)

Total : 6 x 200,00 € de forfait = 1.200,00 € + 4.080,00 € (montant par rapport au nombre de jeunes ) + 250,00 € (montant AES déjà versé) = 5.530,00 €

Les subsides 2019 aux associations culturelles et diverses (art. 76202/33203 : 4.500,00 €).

Le montant global est réparti en tenant compte des subsides antérieurs, des activités connues et des projets rentrés.

- La Royale Concorde d'Ocquier : 0,00 €
- Atelier Céramique et Sculpture : 1.000,00 €
- C.H.C.T. Terwagne : 300,00 €
- Récréavins : 0,00 €
- Centre Culturel de Huy : 170,17 € (déjà libéré)
- Territoires de la Mémoire : 125,00 € (déjà libéré)
- Les Magneus d'Parbolets : 0,00 €
- Patro d'Ocquier : 1.000,00 €
- FNAPG Bois-et-Borsu : 100,00 €
- Comité du Souvenir d'Ocquier : 100,00 €
- FNC Clavier (Ochain – Clavier-Village – Clavier-Station) : 100,00 €
- 3 x 20 de Bois-et-Borsu : 250,00 €

- Croix Rouge (section de Clavier) : 300,00 €  
soit un montant total de 3.945,17 €;  
- de transmettre la présente au service comptabilité pour suite utile.

---

### **6. Meuse - Condroz - Logement (MCL) - Désignation d'un représentant au Comité d'Attribution des Logements - Examen - Décision - Vote.**

Vu le courrier de Meuse-Condroz-Logement du 06 novembre sollicitant la désignation d'un représentant au sein du Comité d'Attribution des Logements;

Vu que Mme Fabienne BADA est actuellement désignée comme représentante au sein du Comité d'Attribution des Logements pour la Commune de Clavier;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- de désigner Mme Fabienne BADA.

---

### **7. Demande de permis d'urbanisme pour la construction de 3 habitations à Les Avins – Suppression d'une partie de chemin et modification de l'assiette de voirie - Examen - Décision - Vote.**

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite par MM Pierre ABRAHAM et François REINBOLD, domiciliés rue des Augustins, 20 bte 32 à 4500 HUY, en vue de la construction de 3 habitations sur un terrain sis à Les Avins, rue de Clavier, et cadastré 4ème division section B n° 261b, 258a et 256d ;

Considérant que le terrain concerné par la demande est délimité par la rue de Clavier, chemin vicinal n° 3 à l'Atlas des chemins vicinaux ; qu'il est également traversé par le chemin n° 11 ;

Considérant que sur place, le chemin n° 11 n'existe plus ;

Considérant que d'après les archives du Service Technique Provincial, cette voirie vicinale n'aurait subi aucune modification depuis sa création à l'Atlas ;

Considérant qu'avant d'autoriser toute construction sur le terrain, il y a lieu d'aliéner ce chemin ;

Considérant que le plan dressé par le géomètre Stéphane COLLIER, en date du 21-08-2018 prévoit également des ajustements de l'espace public le long du chemin n° 3 dit « Rue de Clavier »

(notamment au niveau du carrefour avec le chemin n° 12 (rue du Fond de Bois) ;

Considérant que le plan mentionne 95 m<sup>2</sup> et 54 m<sup>2</sup> à aliéner et 36m<sup>2</sup> à incorporer au domaine public ;

Considérant qu'en date du 29-08-2019, le Conseil communal a marqué un accord de principe sur :

- La suppression d'une partie du chemin n° 11 (95 m<sup>2</sup>)
- L'élargissement du domaine public au niveau du carrefour entre les chemins n°3 et n°12 (36m<sup>2</sup>) ;
- Le rétrécissement du domaine public le long du chemin n° 3 (54 m<sup>2</sup>)

tels que prévus au plan du géomètre Stéphane COLLIER en date du 21-08-2018.

Considérant qu'une enquête publique a été réalisée par le Collège communal du 07-10-2019 au 06-11-2019 inclus, conformément à l'article 23 du décret de la Région Wallonne du 06-02-2014 relatif à la voirie communale ;

Considérant qu'aucune réclamation/observation n'a été introduite ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de décider de la suppression et de la modification des voiries et de la cession des emprises prévues ;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

Article 1 : Le Conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique organisée dans le cadre du décret "voirie" ;

Article 2 : Le Conseil communal marque son accord sur :

- La suppression de la partie de chemin n° 11 comprise entre la rue de Clavier et le Ravel (95m<sup>2</sup>) ;
- L'élargissement du domaine public au niveau du carrefour entre les chemins n° 3 et n° 12 (36m<sup>2</sup>)
- Le rétrécissement du domaine public le long du chemin n° 3 (54m<sup>2</sup>)

Tels que prévue sur les plans dressés par le géomètre Stéphane Collier en date du 21-08-2018

Article 3 : Le Conseil communal marque son accord sur les échanges prévus à savoir :

- 95 + 54m<sup>2</sup> à faire passer du domaine communal au domaine privé

- 36m<sup>2</sup> à faire passer du domaine privé au domaine communal

Article 4 : De charger le Collège communal d'informer le demandeur et la DGO4 de cette décision et de procéder à son affichage tel que prévu dans le Décret wallon susvisé.

---

### **8. FINIMO - Marché groupé Energie 2020-2021-2022 - Approbation du cahier spécial des charges - Ratification.**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant que le contrat actuel arrive à échéance le 31-12-2019 ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché de fourniture d'électricité 100% renouvelable pour les années 2020-2021-2022 ;

Vu la décision du Collège communal du 21 octobre 2019 d'approuver le cahier spécial des charges relatif au marché de fourniture d'électricité 100% renouvelable pour les années 2020-2021-2022 ;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- De ratifier la décision du Collège communal du 21 octobre 2019 d'approuver le cahier spécial des charges relatif au marché de fourniture d'électricité 100% renouvelable pour les années 2020-2021-2022;

- De transmettre la présente décision à l'Intercommunale FINIMO.

---

### **9. Devis forestier 2020 - Cantonnement de Marche-en-Famenne - Examen - Décision - Vote.**

Vu le devis de travaux forestiers n° SN/932/9/2020 établi par le SPW, cantonnement de Marche, pour des travaux forestiers non subventionnables ;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver ce devis au montant de 3.417,96 €.

---

### **10. Marché de Travaux - Placement d'un système extensif d'épuration au presbytère de Terwagne - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Examen - Décision - Vote.**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2019/72/BE/KS relatif au marché "Placement d'un système extensif d'épuration au presbytère de Terwagne" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 15.000,00 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 790/723-56 (n° de projet 20180023) et sera financé par fonds propres ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le directeur financier ;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- D'approuver le cahier des charges N° 2019/72/BE/KS et le montant estimé du marché "Placement d'un système extensif d'épuration au presbytère de Terwagne"; les conditions sont fixées comme

prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics; le montant estimé s'élève à 15.000,00 € TVAC;

- De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable;

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 790/723-56 (n° de projet 20180023).

Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**11. Rue Borsu (en partie) et de la Rue de l'Agauche (en partie) à Bois-et-Borsu - Réalisation d'un enduit scellé par un MBCF (Matériau bitumé coulé à froid) et réfections localisées du revêtement et d'éléments linéaires - Examen - Décision - Vote.**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2019/73/BE/JLA relatif au marché " Rue Borsu (en partie) et de la Rue de l'Agauche (en partie) à Bois-et-Borsu - Réalisation d'un enduit scellé par un MBCF et réfections localisées du revêtement et d'éléments linéaires" établi par le service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 39.196,48 € hors TVA ou 47.427,74 €, TVA de 21% comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 421/731-52 (n° de projet 20190023) et sera financé par emprunt ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise et qu'un avis de légalité favorable a été accordé par la Directrice financière ;

**DECIDE à l'unanimité :**

- D'approuver le cahier des charges N° 2019/73/BE/JLA et le montant estimé du marché "Rue Borsu (en partie) et de la Rue de l'Agauche (en partie) à Bois-et-Borsu - Réalisation d'un enduit scellé par un MBCF et réfections localisées du revêtement et d'éléments linéaires", établis par le service Travaux pour lequel les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et dont le montant estimé s'élève à 39.196,48 € hors TVA ou 47.427,74 €, TVA de 21% comprise ;
- De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 421/73152 (n° de projet 20190023).

Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**12. Fabrique d'église - Modification budgétaire - Examen - Décision - Vote.**

Vu la modification budgétaire n°1/2019 de la fabrique d'église de Terwagne sans effet sur la dotation communale ;

Vu l'avis favorable reçu de l'Evêché de Liège approuvant cette modification budgétaire ;

**DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver la modification budgétaire n°1/2019 de la fabrique d'église de Terwagne.

**13. Intercommunale - Assemblée générale extraordinaire IMIO - Approbation de l'ordre du jour - Examen - Décision - Vote.**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil du 26-11-2019 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoqué(e) à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 12 décembre 2019 par lettre datée du 08 novembre 2019 ;



Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu avant la fin du mois de décembre conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 12 décembre 2019 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation des nouveaux produits et services;
2. Présentation du plan stratégique 2020-2022;
3. Présentation du budget 2020 et approbation de la grille tarifaire 2020;
4. Désignation d'un administrateur : Monsieur Eric SORNIN représentant les CPAS.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce, conformément à l'article 24 des statuts de l'intercommunale IMIO;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

**DECIDE à l'unanimité :**

- D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 12 décembre 2019 qui nécessitent un vote et qui concernent :

1. Présentation des nouveaux produits et services,
2. Présentation du plan stratégique 2020-2022,
3. Présentation du budget 2020 et approbation de la grille tarifaire 2020,
4. Désignation d'un administrateur : Monsieur Eric SORNIN, représentant les CPAS;

- De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus;

- De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision;

- De transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

**14. Intercommunale - Assemblée générale stratégique de l'AIDE - Approbation de l'ordre du jour - Examen - Décision - Vote.**

Vu les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale stratégique de l'Intercommunale AIDE le jeudi 19 décembre 2019 à 18H00;

**DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver l'ensemble de ces points, à savoir :

- Approbation du procès verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 27 juin 2019;
- Approbation du plan stratégique 2020- 2023 ;
- Remplacement d'un Administrateur.

Les délégués de la Commune sont investis d'un mandat de vote;

- de transmettre la présente à l'Intercommunale concernée pour suite utile.

**15. Intercommunale - Assemblée générale ordinaire de FINIMO - Approbation de l'ordre du jour - Examen - Décision - Vote.**

Vu les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de FINIMO le 23 décembre 2019 à 17H00;

**DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver l'ensemble de ces points, à savoir :

- Plan stratégique 2020-2023 : Approbation ;

- de transmettre la présente à l'Intercommunale concernée pour suite utile.

**16. Intercommunale - Assemblée générale de la CIESAC - Approbation de l'ordre du jour - Examen - Décision - Vote.**

Vu les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la CIESAC le 16 décembre 2019 à 20H00;

**DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver l'ensemble de ces points, à savoir :

- Vérification des pouvoirs des délégués;
- Plan stratégique 2020-2021-2022 - Approbation;
- Approbation du procès-verbal de la réunion;

- de transmettre la présente à l'Intercommunale concernée pour suite utile.

---

### **17. Intercommunale - Assemblée générale statutaire d'ORES - Approbation de l'ordre du jour - Examen - Décision - Vote.**

Considérant l'affiliation de la Commune de Clavier à l'Intercommunale ORES Assets;

Considérant que la Commune a été convoquée pour participer à l'Assemblée générale statutaire du 18 décembre 2019 par courrier daté du 13 novembre 2019 ;

Vu les statuts de l'Intercommunale ORES Assets;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des Conseils et Collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal;

Considérant le point unique porté à l'ordre du jour de la susdite Assemblée;

- Plan stratégique 2020 - 2023;

Considérant que la documentation relative au plan stratégique est disponible en version électronique à partir du site internet [www.oresassets.be](http://www.oresassets.be) (Publications/Plans stratégiques et Evaluations);

Considérant que la Commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver le point ci-après, inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 18 décembre 2019 de l'Intercommunale ORES Assets, à savoir :

- Plan stratégique 2020 - 2023;

- de charger les délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil;

- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération;

- de transmettre la présente à l'Intercommunale concernée pour suite utile.

---

### **18. Intercommunale - Assemblée générale ordinaire de la SPI - Approbation des ordres du jour - Examen - Décision - Vote.**

Vu les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale SPI le mardi 17 décembre 2019 à 17H00;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver l'ensemble de ces points, à savoir :

- Plan stratégique 2017-2019 - Etat d'avancement au 30/09/2019 ;
- Plan stratégique 2020-2022;
- Démissions et nominations d'Administrateurs (le cas échéant);

- de transmettre la présente à l'Intercommunale concernée pour suite utile.

---

### **19. Intercommunale - Assemblées générales ordinaire et extraordinaire d'INTRADEL - Approbation des ordres du jour - Examen - Décision - Vote.**

Vu les points portés aux ordres du jour des Assemblées générales ordinaire et extraordinaire d'INTRADEL le 19 décembre 2019 à 17H00 et 17H30;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver l'ensemble de ces points, à savoir :

#### **Assemblée générale Ordinaire :**

1. Bureau - Constitution;
2. Stratégie - Plan stratégique 2020 - 2022 - Adoption;
3. Administrateurs - Démissions/Nominations.

#### **Assemblée générale extraordinaire :**

1. Bureau - Constitution ;
2. Projet de fusion établi le 24 octobre 2019 par le Conseil d'administration de la société coopérative à responsabilité limitée de droit public ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE TRAITEMENT DES DECHETS LIEGEOIS, en abrégé « INTRADEL », société absorbante, et le Conseil d'administration de la société anonyme LIXHE COMPOST, société absorbée, conformément à l'article 719 du Code des sociétés, et déposé au greffe du Tribunal de l'entreprise de Liège, division Liège.  
Possibilité pour les actionnaires d'obtenir une copie du projet de fusion sans frais;

3. Conformément au projet de fusion précité et sous réserve de la réalisation de la fusion et des décisions à prendre par l'assemblée générale de la société absorbée, fusion par absorption, affectée d'un terme suspensif jusqu'au 1er janvier 2020, par la société coopérative à responsabilité limitée de droit public INTRADEL de la société anonyme LIXHE COMPOST, dont le siège social est situé à 4040 Herstal, Pré Wigy 20, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0847.747.039 (RPM Liège, division Liège), par voie de transfert par cette dernière, par suite de sa dissolution sans liquidation, de l'intégralité de son patrimoine actif et passif, rien excepté, ni réservé à la société coopérative à responsabilité limitée de droit public INTRADEL, déjà titulaire de toutes les actions sociales de la société absorbée.

Toutes les opérations réalisées par la société absorbée sont considérées, du point de vue juridique, comptable et fiscal, comme accomplies pour le compte de la société absorbante à compter de la date de réalisation de la fusion, à savoir en date du 1er janvier 2020, à charge pour cette dernière de payer tout le passif de la société absorbée, d'exécuter tous ses engagements et obligations, de payer et supporter tous les frais, impôts et charges quelconques résultant de la fusion et de la garantir contre toutes actions ;

4. Description du patrimoine transféré et détermination des conditions du transfert ;

5. Constatation de la réalisation effective de la fusion et de la dissolution définitive de la société absorbée ;

6. Modalités de décharge aux administrateurs de la société absorbée pour la période écoulée entre le 1er janvier 2019 et la date de la fusion ;

7. Conservation des livres et documents de la société absorbée au siège social de la société absorbante.

- de transmettre la présente à l'Intercommunale concernée pour suite utile.

---

## **20. Intercommunale - Assemblée générale d'ECETIA Intercommunale SCRL - Approbation de l'ordre du jour - Examen - Décision - Vote.**

Vu les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale ECETIA Intercommunale SCRL le mardi 17 décembre 2019 à 18H00:

### **DECIDE à l'unanimité :**

- d'approuver ces points, à savoir :

- Approbation du Plan stratégique 2020-2021-2022 conformément à l'article L1523-13 § 4 du CDLD;
- Démission et nominations d'administrateurs;
- Lecture et approbation du procès-verbal en séance;

- de transmettre la présente à l'Intercommunale concernée pour suite utile.

### Questions des Conseillers au Collège

*M. GIET : "On m'a rapporté que, lors du salage des routes (un jour cette année), on aurait également salé le parking d'un commerce. Qu'en est-il ?"*

*Réponse de M. HUPPE : Je ne suis pas au courant je vais me renseigner.*

*M. CORNET : "Où en est-on dans la mise à 30 Km/H de la traversée d'Ocquier pour les camions?"*

*Réponse de M. DUBOIS : Cela suit son cours, avec un peu de retard dû à l'absence de l'employée en charge du dossier.*